

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Transition : les contours expliqués à des diplomates

A.N
Libreville/Gabon

Le président de la Transition, chef de l'État, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, a reçu hier au Palais de la présidence de la République, un groupe de diplomates accrédités au Gabon. Un ballet diplomatique dont l'objectif était d'expliquer les contours de la Transition politique en place au Gabon depuis le 30 août dernier. En premier lieu, le numéro un gabonais s'est entretenu avec

Démocratique Du Congo (RDC), François Luambo Siongo, par ailleurs doyen du Corps diplomatique au Gabon. L'Haut représentant du Congo a été ainsi mis au fait de la situation politique en cours dans notre pays. Puis, le président de la Transition a, tour à tour, accordé des audiences aux ambassadeurs du P5, pays membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations unies présents sur le territoire. Il s'agit des États-Unis, de la Chine, de la France, de la Russie.

Les échanges avec David G Mosby (Premier conseiller USA) et les ambassadeurs Li Jinjin, Alexis



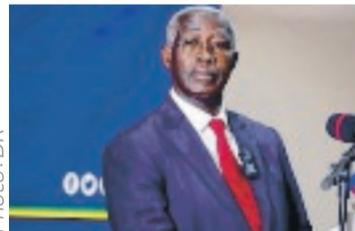
Les quatre diplomates reçus hier par le président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema.

Dialogue national : place aux "contributions"

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

DANS un communiqué rendu public lundi, le chef du gouvernement de la Transition, Raymond Ndong Sima, dans l'optique de la tenue prochaine du Dialogue national, a invité ses compatriotes désireux de prendre part à ces assises "à présenter leur diagnostic de la situation générale ou sectorielle du pays et leurs propositions de solutions sous la forme d'une contribution". Procédant de fait, au lancement de cette opération. Laquelle, s'inscrivant dans la dynamique impulsée par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) depuis sa prise effective du pouvoir le 30 août dernier, se veut être inclusive, impartiale et transparente.

Dans tous les cas, si l'on s'en tient aux propos qu'avait tenus le Premier ministre lors de la conférence de presse qu'il avait animée, on s'en souvient, le 27 septembre écoulé à l'immeuble Arambo, un secrétariat logé dans l'enceinte du ministère en charge de la Réforme des institutions devrait faire la synthèse des problématiques évoquées par les différents contributeurs au cours du mois de décembre. Entendu que les contributions sont



Le chef du gouvernement de la Transition, Raymond Ndong Sima, lors de sa sortie du 27 septembre dernier.

attendues au sein de ce département ministériel au plus tard le 30 novembre. Avec ceci que, sauf changement, la restitution est prévue pour janvier 2024.

En tout état de cause, celle-ci devrait servir de base de travail aux participants au Dialogue national censé s'ouvrir, si l'on en croit l'actuel locataire de l'Immeuble du 2-Décembre, le 1er avril prochain. Avec pour finalité : "débatte de toutes les questions politiques, économiques et sociales susceptibles de contribuer à restaurer les institutions et notamment la réécriture d'une nouvelle Constitution".

Ce qui n'est pas sans rappeler la Conférence nationale tenue en 1990 à Libreville au lendemain de la restauration du multipartisme dans notre pays. Sauf que le présent Dialogue national s'annonce plus balisé avec, en amont, les contributions des citoyens.

Lamek et Ilias Iskandarov ont particulièrement porté sur les questions aussi bilatérales que multilatérales avec un accent particulier sur l'évolution de la Transition au Gabon. Autrement dit la mise en place progressive

des institutions républicaines et la tenue prochaine du dialogue inclusif des forces vives du pays dont l'appel à contribution a été lancé hier par le Premier ministre de la Transition, Raymond Ndong Sima (Lire ci-contre).

Ces différentes rencontres interviennent moins d'un mois après les consultations initiées par le président de la Transition avec l'ensemble du corps diplomatique en poste au Gabon, au lendemain de sa prise de pouvoir

Le PDG au creux de la vague !

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

LE 30 août dernier, un cataclysme s'est abattu sur le landerneau politique national, plus encore sur le Parti démocratique gabonais (PDG). Une estocade – quoique certains acteurs politiques, notamment la Plate-forme "Alternance 2 023" (PA-2 023) et de la société civile, étaient convaincus de la fin du règne du PDG, au pouvoir pendant près de six décennies – portée par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI).

Une réalité avec laquelle doit dorénavant conjuguer l'ancien parti unique. D'où les propos de Luc Oyoubi, secrétaire général par intérim de cette chapelle, dans "Jeune Afrique". "Nous avons été au pouvoir pendant plusieurs décennies, mais nous sommes dans une démocratie. Le changement est dans le cours des choses, nous devons nous y préparer", relativise-t-il. Avant de chercher à sauver les meubles :



Le PDG va-t-il survivre à la Transition ?

"Tout n'a pas été mauvais". Depuis la prise de pouvoir des "corps habillés", ladite écurie navigue en eaux troubles. Entre incertitudes et psychose des représailles, les nuits sont cauchemardesques pour quelques militants/(es) ayant géré les deniers publics via leurs fonctions administratives. D'autant que la principale figure de proue du CTRI, le général Brice Clotaire Oligui Nguema affiche clairement son intention d'en découdre avec les "brebis galeuses". L'avenir de ce parti suscite moult

interrogations. La Transition sonne-t-elle le glas du PDG ? Qui reprendra les rênes de cette formation ? Ce parti a-t-il réellement disparu des centres décisionnels du pouvoir ? Maintenant le PDG peut-il survivre à la Transition ? Bref, la rupture épistémologique, tant souhaitée par de nombreux Gabonais, n'est pas encore à l'ordre du jour. " Nous avons plusieurs ministres au gouvernement et nous sommes également inclus à l'Assemblée nationale et au Sénat ", déclare Luc Oyoubi.